|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| itu_logo | **Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT-16)Hammamet, 25 octobre - 3 novembre 2016** | CCITT/ITU-T 60th Anniversary logo |
|  |  |
|  |  |
| **SÉANCE PLÉNIÈRE** | **Révision 1 auDocument 42(Add.6)-F** |
|  | **10 octobre 2016** |
|  | **Original: anglais** |
|  |
| Administrations des pays membres de l'Union africaine des télécommunications |
| Proposition de modification de la Résolution 32 – Renforcement des méthodes de travail électroniquespour les travaux du Secteur de la normalisationdes télécommunications de l'UIT |
|  |
|  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Résumé:** | Les États Membres africains sont favorables à l'utilisation des méthodes de travail électroniques dans le cadre des activités de l'UIT-T puisque ces méthodes facilitent la participation des pays en développement ne pouvant pas prendre part aux réunions physiques et leur permettent d'acquérir de l'expérience en ce qui concerne les questions importantes. Cependant, les systèmes informatiques utilisés pour les réunions à distance et l'accès à l'information présentent encore quelques points faibles. |

## 1 Introduction

Les Etats Membres africains recommandent le maintien dans son intégralité de la Résolution 32 sur le renforcement des méthodes de travail électroniques pour les travaux de l'UIT afin de concrétiser les objectifs de cette Résolution qui n'ont toujours pas été atteints, à savoir faciliter la participation en ligne des Etats Membres aux travaux de différentes réunions. A cette fin, il convient de noter qu'il faut poursuivre les efforts pour stabiliser les applications propriétaires mises au point pour la participation des Etats Membres conformément aux besoins de l'UIT, en mettant à disposition des applications dont les versions sont compatibles avec les systèmes d'exploitation Linux. En outre, il conviendrait de développer le site web de l'UIT, afin de l'adapter aux dispositifs mobiles d'une part et de le faire connaître davantage d'autre part pour permettre une participation à distance massive aux réunions.

## 2 Proposition

Il est proposé de maintenir la Résolution 32, moyennant des modifications de forme visant uniquement à indiquer que les méthodes de travail électroniques sont désormais suffisamment au point et sont largement diffusées, compte tenu des limitations de largeur de bande ainsi que des autres contraintes et besoins propres aux pays en développement.

Plus précisément, il est proposé d'élaborer ou d'appliquer des méthodes de travail électroniques compatibles avec le système d'exploitation Linux, de faciliter l'accès au site web de l'UIT‑T sur les dispositifs mobiles intelligents sous une forme adaptée aux dispositifs mobiles et de faciliter, de simplifier et de rendre financièrement abordable l'accès aux moyens de participation à distance, y compris les dispositifs mobiles intelligents, d'organiser des campagnes de sensibilisation visant à promouvoir ces moyens et à fournir des indications quant à leur utilisation et, enfin, d'améliorer le dispositif de recherche de documents relatifs à une question donnée, par exemple en utilisant des systèmes informatiques améliorés.

## 3 Conclusion et proposition relative à un nouveau projet de Résolution

La révision de la Résolution 32 tient compte des principes ci-dessus visant à améliorer les méthodes de travail électroniques (EWM). L'Afrique propose de tenir compte de ces améliorations, telles qu'indiquées au paragraphe 2 ci-dessus.

MOD AFCP/42A6/1

RÉSOLUTION 32 (Rév.HAMMAMET, 2016)

Renforcement des méthodes de travail électroniques pour les travaux du
Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T)

(Montréal, 2000; Florianópolis, 2004; Johannesburg, 2008; Dubaï, 2012; Hammamet, 2016)

L'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (Hammamet, 2016),

considérant

*a)* la rapidité de l'évolution technologique et, par voie de conséquence, la nécessité d'améliorer et d'accélérer l'élaboration des normes;

*b)* que les méthodes de travail électroniques (EWM) permettent une collaboration ouverte, rapide et facile entre les participants aux activités du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT‑T);

*c)* que la mise en œuvre de fonctionnalités de travail électroniques et des dispositions annexes offrira des avantages substantiels aux Membres de l'UIT‑T, notamment aux particuliers, aux organisations et aux Etats disposant de ressources limitées, en leur permettant d'accéder de manière efficace et en temps voulu aux renseignements sur les normes ainsi qu'à leur processus d'élaboration et d'approbation;

*d)* que les méthodes de travail électroniques permettront d'améliorer la communication entre les Membres de l'UIT‑T ainsi qu'entre l'UIT et les autres organisations de normalisation concernées, pour une meilleure harmonisation des normes au plan mondial;

*e)* le rôle essentiel que joue le Bureau de la normalisation des télécommunications (TSB) dans la fourniture de moyens de travail électroniques;

*f)* les décisions contenues dans la Résolution 66 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires;

*g)* les difficultés budgétaires que rencontrent les pays en développement[[1]](#footnote-1)1 pour participer activement aux réunions présentielles de l'UIT-T;

*h)* la Résolution 167 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires, aux termes de laquelle il a été décidé que l'UIT devait perfectionner encore ses moyens et ses capacités de participation à distance par voie électronique aux réunions appropriées de l'Union, y compris à celles des groupes de travail créés par le Conseil,

notant

*a)* le souhait des Membres de recevoir en temps utile les documents sous forme électronique et la nécessité de réduire le volume croissant de documents imprimés produits pendant les réunions et diffusés par courrier;

*b)* que de nombreuses formes de travail électroniques ont déjà été mises en œuvre par l'UIT-T, telles que la soumission électronique des documents et le service de forum électronique;

*c)* que l'organisation des réunions électroniques en particulier des réunions avec un service d'interprétation en direct, continue de poser quelques problèmes en raison de la dégradation persistante ou intermittente de la qualité de service;

*d)* la volonté des Membres de l'UIT‑T d'organiser des réunions électroniques;

*e)* l'utilisation croissante par les Membres d'ordinateurs portables et de téléphones mobiles intelligents pendant les réunions et ailleurs;

*f)* l'avantage pour les Membres de pouvoir participer plus facilement par des moyens électroniques à l'élaboration et à l'approbation des Recommandations, en particulier pour les Membres qui ne peuvent pas participer aux réunions des commissions d'études à Genève ou ailleurs;

*g)* les difficultés liées à la largeur de bande disponible et d'autres contraintes, en particulier dans les pays en développement;

*h)* les difficultés liées à la recherche de documents concernant un sujet, un thème ou une question donné et la nécessité de mettre en place une solution intelligente pour classer et en faciliter l'exploration;

*i)* les économies qu'il est possible de réaliser en améliorant les capacités de travail électroniques de l'UIT‑T (comme la réduction des coûts de distribution des documents papier, la réduction des frais de mission, la réduction des coûts logistiques pour l'UIT-T, etc.);

*j)* l'encouragement par d'autres organisations de normalisation des télécommunications de l'utilisation des méthodes de travail électroniques à des fins de collaboration;

*k)* que la variante de la procédure d'approbation (AAP) (Recommandation UIT‑T A.8) se déroule essentiellement par voie électronique,

décide

1 que les principaux objectifs des méthodes de travail électroniques de l'UIT‑T sont les suivants:

• la collaboration entre les Membres pour ce qui est de l'élaboration des Recommandations devrait se faire par des moyens électroniques;

• le TSB, en collaboration étroite avec le Bureau de développement des télécommunications (BDT), devrait fournir des moyens et des capacités de travail électroniques aux réunions, ateliers et cours de formation de l'UIT‑T, en particulier pour aider les pays en développement, qui connaissent des limitations de largeur de bande et d'autres contraintes, y compris la participation à distance par l'intermédiaire de dispositifs mobiles intelligents et l'accès électronique via des plates-formes fonctionnant sous Linux;

• encourager les pays en développement à participer par voie électronique aux réunions de l'UIT-T, en mettant à leur disposition des moyens et des lignes directrices simplifiés, et en les exonérant de toutes dépenses autres que celles liées à l'appel local ou à la connectivité Internet;

• le TSB, en étroite collaboration avec le BDT, devrait fournir des moyens et des capacités de travail électroniques aux réunions, ateliers et cours de formation de l'UIT‑T, et encourager la participation des pays en développement, en les exonérant, dans les limites des crédits que le Conseil est habilité à autoriser, de toutes dépenses autres que celles liées à l'appel local ou à la connectivité Internet;

• le TSB devrait offrir à tous les Membres de l'UIT‑T un accès approprié et rapide aux documents électroniques pour leurs travaux, notamment une vision globale, unifiée et complète de la traçabilité des documents;

• le TSB devrait fournir des systèmes et des moyens appropriés pour que l'UIT‑T puisse mener ses travaux par des moyens électroniques; et

• toutes les activités, procédures et études et tous les rapports des commissions d'études de l'UIT-T devraient être postés sur le site web de l'UIT-T de façon que tous les renseignements pertinents puissent être consultés et trouvés facilement;

• envisager d'élaborer une version du site web de l'UIT-T adaptée aux dispositifs mobiles, afin de faciliter l'accès des dispositifs mobiles intelligents à l'information; et

• simplifier et faciliter la recherche améliorée de documents se rapportant à un sujet, un thème ou une question donné,

2 que ces objectifs devraient être systématiquement pris en compte dans un Plan d'action EWM, en particulier les actions individuelles définies par les Membres de l'UIT‑T ou le TSB, et qu'ils devraient être gérés et classés par ordre de priorité par le TSB, avec l'avis du Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications (GCNT),

charge

1 le Directeur du TSB:

• de tenir à jour le plan d'action EWM pour examiner les aspects concrets et physiques liés à l'augmentation des capacités de travail électroniques de l'UIT‑T;

• de définir et d'examiner à intervalles réguliers les coûts et les avantages des différents points du Plan d'action;

• de rendre compte à chaque réunion du GCNT de la situation concernant le Plan d'action, en particulier des résultats des examens des coûts et avantages mentionnés ci‑dessus;

• de conférer l'autorité administrative, et de prévoir le budget au TSB ainsi que les ressources nécessaires pour exécuter le plus rapidement possible le Plan d'action;

• d'élaborer et de diffuser des lignes directrices pour l'utilisation des moyens et des capacités de travail électroniques à l'UIT‑T;

• de prendre des mesures en vue de fournir aux réunions, ateliers et cours de formation de l'UIT-T des moyens électroniques appropriés de participation ou d'observation (par exemple diffusion sur le web, audioconférence, conférence/partage de documents sur le web, visioconférence, etc.) pour les délégués qui ne peuvent assister personnellement à ces manifestations et de faciliter, en coordination avec le BDT, la mise à disposition de ces moyens;

• de mettre à disposition un site web de l'UIT-T sur lequel il sera possible de consulter et de trouver facilement tous les renseignements pertinents et, en particulier, un mécanisme de classification et un moteur de recherche amélioré pour trouver les documents se rapportant à un sujet, un thème ou une question donné; et

• de mettre à disposition une version du site web de l'UIT-T adaptée aux dispositifs mobiles, afin de faciliter l'accès aux informations et aux documents à l'aide de dispositifs mobiles intelligents,

2 le Groupe de travail EWM du GCNT de continuer:

• à agir comme point de contact entre les Membres de l'UIT‑T et le TSB sur les questions liées aux méthodes de travail électroniques, en particulier en donnant des informations en retour et des avis sur le contenu, les priorités et la mise en œuvre du Plan d'action;

• à définir les besoins des utilisateurs et à envisager la mise en place de mesures appropriées dans le cadre de sous-groupes et de programmes pilotes appropriés;

• à demander aux présidents des commissions d'études d'identifier les liaisons dans le domaine du travail électronique;

• à encourager la participation de tous aux travaux de l'UIT‑T, en particulier les spécialistes des méthodes de travail électroniques du GCNT, les commissions d'études, le TSB, les Bureaux et les Départements compétents de l'UIT;

• à travailler sur support électronique en dehors des réunions du GCNT, dans la mesure où cela est nécessaire pour atteindre ses objectifs.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. 1 Les pays en développement comprennent aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition. [↑](#footnote-ref-1)